

qu'autrefois. Il n'est plus dans cet état de pauvreté qui a précédé l'inauguration de cette politique. Il ne souffre plus maintenant des mauvais jours d'autrefois. Nos ouvriers trouvent de l'ouvrage dans toutes les villes, cités et villages du pays, et ils sont en conséquence en état d'acheter en plus grande quantité les produits de nos manufactures. Les fabricants ont plus d'ouvrage qu'ils n'en peuvent faire pour suffire à la demande de l'intérieur, et la conséquence est que les manufacturiers achètent les uns des autres, comme les honorables membres de cette Chambre le savent, se favorisent mutuellement et profitent tous de la protection. L'honorable député de Brant a fort bien prouvé ce fait, lorsqu'en voulant établir que l'exportation des produits agricoles était une argument contre la politique nationale, il a démontré que l'effet de cette politique avait été de stimuler dans une certaine mesure la production des produits de la terre.

Les rapports du commerce et de la navigation montrent que les effets du tarif protecteur ont été de donner aux cultivateurs du pays un marché annuel de \$6,000,000 au moins; et s'ils ont aussi augmenté leurs exportations, c'est une preuve qu'un encouragement plus grand a été donné aux produits de la ferme. Il est vrai que la Providence a fait beaucoup pour nous, mais nous constatons que non-seulement l'industrie agricole, mais aussi le commerce de bois, et toutes les autres industries ont augmenté, et pourquoi? Parce que le peuple de ce pays est prospère. Des constructions se font dans toutes les parties du pays; on emploie beaucoup de bois et notre marché pour le bois est considérablement agrandi. Si mon honorable ami avait voulu donner à la Chambre un état fidèle et complet des opérations de la politique nationale, il aurait été prêt à donner des statistiques prouvant que nos manufactures avaient augmenté ou diminué leur production; et s'il avait pu prouver qu'elle n'avait pas augmenté, ou que les marchands de bois n'avaient pas fait un plus grand commerce, il aurait pu dire alors avec droit que la politique nationale avait fait tort à nos industries. Mais je crois qu'avant la dissolution de la Chambre, il sera clairement prouvé que dans chaque classe de manufactures, le montant de la production a été considérablement augmenté, et que non-seulement il y a une augmentation dans l'exportation de plusieurs de ces effets, comme dans les bois et les produits de la ferme, mais qu'il y a eu aussi une grande augmentation dans la consommation dans le pays même, ce qui est dû à la prospérité croissante du peuple.

L'honorable député a parlé des manufactures dans sa propre ville, et il a dit qu'il n'entendait pas insinuer qu'elles n'étaient pas prospères; mais lorsqu'il a voulu démontrer que la politique nationale avait eu l'effet de détruire l'industrie manufacturière, il aurait été alors de son devoir de prouver que les manufactures de Brantford avaient aussi souffert de cette politique. Mais il a dit qu'elles n'en ont pas souffert, et pourquoi? Parce qu'elles ne peuvent pas suffire à la demande dans leur propre pays, et dès qu'elles pourront le faire elles demanderont un drawback au gouvernement, afin de les mettre en état de lutter avec les pays étrangers et augmenter l'exportation de leurs produits.

Je désire, au sujet des intérêts agricoles, et j'en ferai un défi aux honorables députés de la gauche, dire que le parti ministériel prouvera que non-seulement nous avons donné, dans le Canada, un marché plus considérable à l'agriculteur canadien, mais que nous avons augmenté les prix quand on les compare à ceux du marché de Liverpool. Nous prouverons que les différents articles dont se sert quotidiennement le cultivateur—les articles d'usage ordinaire, comme les cotons et plusieurs autres classes de marchandises—se vendent aujourd'hui moins cher que jamais aux cultivateurs, mécaniciens et ouvriers. Ces preuves seront données en temps propice, et je crois qu'alors l'honorable député de Brant-Sud (M. Paterson) s'il veut avouer ce qu'il pense, et je crois qu'il le fera, reconnaîtra que la politique nationale, après tout, a fait la prospérité du peuple du Canada.

M. HESSON. Comme l'honorable député de South Brant a voulu donner une couleur sombre aux chiffres qu'il a cités, afin de faire croire que le pays était dans une position pire qu'avant l'adoption du tarif actuel; je me suis donné la peine de réunir quelques chiffres, que je veux donner à la Chambre, pour démontrer que mon honorable ami se trompe beaucoup s'il s' imagine pouvoir mettre une voile devant les yeux des honorables membres de cette Chambre et des électeurs, en nous donnant des statistiques qui ne tiennent pas devant la preuve des faits. Je prendrai l'exportation des produits de la ferme pendant trois années, sous l'administration précédente du gouvernement actuel, savoir en 1871-72-73, et je monterai qu'ils n'ont pas été beaucoup moindres que pendant les trois dernières années de l'administration des affaires par l'honorable M. Mackenzie; et comme le commerce n'était pas prospère pendant ces trois années, l'argument dont il s'est servi au sujet de la signification du commerce d'exportation tombe par le fait même. En 1871 les exportations des produits de la ferme ont été de \$9,858,146, en 1872 elles étaient de \$13,378,562 et en 1873 de \$14,395,340, soit un total pendant ces trois années de \$37,632,048. Je vais maintenant donner les chiffres pour les trois dernières années du gouvernement de l'honorable député de Lambton, et je vais démontrer que la différence était beaucoup en faveur de ce gouvernement, bien que les affaires de ce temps ne fussent pas prospères. Les exportations des produits de la ferme en 1876 ont été \$21,139,605; en 1877, \$14,689,876; en 1878, \$18,008,754; soit un total pendant trois années de \$53,834,235. En d'autres mots, il y avait une différence de \$16,202,187 en faveur du dernier gouvernement, et je demande à cette Chambre si les honorables députés de la gauche peuvent s'enorgueillir de la manière dont il a conduit les affaires et dire qu'alors le pays était prospère. Mais nous devons regarder plus loin que cela; examinons la prospérité actuelle du Canada, les industries établies dans le pays, le marché canadien que nous avons créé, la consommation dans le pays de nos produits manufacturés, et je demanderai aux honorables membres de la gauche de dire, s'ils le peuvent, que le pays est aujourd'hui dans un état pire qu'il n'était sous le gouvernement de l'honorable député de Lambton. Mon honorable ami dit que l'exportation du bois a contribué beaucoup à la prospérité commerciale d'aujourd'hui. Voici des chiffres qui prouvent que les exportations de bois se sont élevées, en 1877, à la somme de \$23,010,349, et, en 1878 à \$19,511,574 faisant un total dans les deux dernières années de l'administration Mackenzie de \$42,521,824. Je suppose que les membres de l'opposition s'efforceront de faire croire au pays qu'il y a eu une augmentation dans les exportations et que c'est là la cause de notre prospérité. En 1879, les exportations se sont élevées à la somme de \$13,261,459, et, en 1880 à la somme de \$16,854,507, soit un total de \$30,115,966, ce qui donne une différence en faveur des exportations de bois, pendant l'administration Mackenzie, de \$12,405,858 au moins, ou un surplus de 28,608,045 dans les exportations des produits de la forêt et de la ferme pendant les deux années dont j'ai déjà parlé. Maintenant je demande aux honorables membres de cette Chambre si, les trois dernières années de l'administration Mackenzie ont été des années prospères que l'on puisse rappeler avec plaisir, et pendant lesquelles ceux qui étaient obligés de gagner leur pain à la sueur de leur front étaient bien récompensés de leur travail.

L'honorable député de Brant veut faire croire à la Chambre que les industries manufacturières du pays souffrent du tarif. Quels sont les faits? Je demande à mon honorable ami de nous dire si les manufactures, dans sa propre ville, ne sont pas plus prospères qu'il ne l'a jamais espéré. Il admettra qu'il n'y a pas une industrie qui n'ait le double d'ouvrage des années précédentes, et il avouera aussi que des industries nouvelles ont été créées. L'honorable député de Brant parle de l'importation des cotons. Je n'ai pu me rendre moi-même dans sa ville, mais j'ai commandé des marchandises dont je n'espère pas voir remplir la commande avant